

## **Qatar : chance ou menace pour les intérêts français**

Jean-François Coustillière, consultant indépendant

Avec la collaboration de Zahra Rouikha, étudiante en Master 2 Droit public.

*Reconnu depuis 1971 en tant qu'Etat indépendant, le Qatar a développé un dense réseau de relations internationales. L'adoption de cette dynamique de projection internationale répond à divers mobiles, notamment économiques et stratégiques. La France figure parmi les cibles de cette activisme international qatari. Cette relation entre la France et le Qatar constitue un révélateur de la politique étrangère du Qatar, mais elle en dévoile aussi des zones d'ombres qui soulèvent la question de la compatibilité avec la défense de nos intérêts nationaux.*

Ignoré durant plusieurs siècles par la communauté internationale, le Qatar était considéré comme n'ayant que très peu d'intérêt économique ou stratégique. Avec une population pauvre et rigoriste dans sa pratique de l'islam, le Qatar était perçu comme un minuscule État, invisible à côté de ses deux immenses voisins que sont l'Arabie Saoudite et l'Iran. Les événements des quatre dernières décennies, fondés sur l'acquisition d'une incroyable richesse due bien sûr à ses réserves pétrolières et gazières, vont bouleverser ce pays et faire de cet Emirat un pays très envié mais aussi controversé.

Les décisions prises aujourd'hui selon la plupart des spécialistes relèvent des acteurs principaux suivants : l'Émir Cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, chef de l'Etat, le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Hamad Ben Jassem Ben Jabor Al-Thani, le ministre des Finances et de l'Economie Youssef Hussein Kamal qui prend les décisions importantes en matière de finances, l'une des quatre épouses de l'Emir, Cheikha Mozah Bent Nasser al-Missned, et, enfin, son fils, le prince héritier, Tamim Ben Hamad Al-Thani de plus en plus associé à la scène politique qatarie. La famille souveraine continue donc à détenir seule le pouvoir depuis 1971 et l'Emir, chef de l'État, gère le pays en s'appuyant sur ses membres.

Le Qatar entretient des intérêts multiples un peu partout dans le monde et notamment en France. Cette présence dans l'Hexagone soulève de nombreuses questions. Quelle stratégie poursuit le Qatar et quelle est la place de la France dans celle-ci ? Les agissements du Qatar sont-ils favorables aux intérêts français ou au contraire sont-ils dommageables ? Ces interrogations sont régulièrement évoquées dans les médias et il semble utile de s'efforcer d'en faire l'analyse.

### **Le Qatar : entre stratégie internationale et affirmation francophile**

#### ***Entre recherche «d'assurance-vie» et nouvelles ambitions***

Le Qatar détient 15 % des réserves mondiales en gaz<sup>1</sup>. Il est le troisième producteur de gaz naturel après la Russie et l'Iran mais le premier exportateur mondial de gaz liquéfié avec 800000 barils /

---

<sup>1</sup>Lazar M., in site Diploweb – 27 mai 2012 : Qatar : « une politique d'influence entre conjoncture favorable et fondamentaux géographiques »

jour. Cependant, le Qatar dispose d'une superficie très faible, soit à peine un peu plus qu'un grand département français, ce qui ne lui confère aucune profondeur stratégique. Un autre handicap est sa démographie. Le pays comprend environ 250000 Qataris autochtones, alors que les expatriés, véritable force de travail du pays, représenteraient quelque 1,7 million de personnes. Ce déséquilibre fragilise la capacité du Qatar à se défendre face à des menaces qui ne motiveront pas forcément cette partie de la population, d'autant plus qu'elle n'est pas traitée de façon égalitaire<sup>2</sup>.

Le Qatar « comparable à un doigt accroché à la côte de l'immense Arabie, et pointé vers l'Iran »<sup>3</sup>, doit composer avec le Royaume saoudien qui a noué depuis 1945 une alliance stratégique avec les Etats-Unis. L'Arabie saoudite constitue une source d'inquiétude pour l'émirat car celui-ci n'a, comme ses autres voisins, d'autres choix que de reconnaître la prééminence régionale de Riyad, qui reste « le meilleur des intermédiaires pour bénéficier, en cas de besoin, du parapluie militaire américain »<sup>4</sup>.

La sécurité de son pays est rapidement apparue, à l'Emir actuel du Qatar, comme une priorité vitale. C'est pourquoi à l'automne 2002 lorsque l'Arabie saoudite refuse d'accueillir des contingents américains alors que les Etats-Unis préparent la guerre d'Irak, le Qatar accepte de recevoir le quartier général du commandement central américain sur son territoire. Dès lors, l'émirat s'emploiera, non plus seulement à composer avec l'Arabie saoudite, mais à se placer comme un acteur de la relation avec les Etats-Unis.

La deuxième préoccupation sécuritaire du Qatar est bien évidemment l'Iran. Il partage avec ce grand pays chiite, héritier du peuple perse, la poche de gaz du North Dome qui s'étend sous le Golfe au-delà de la frontière iranienne, créant une vulnérabilité économique qui impose des relations apaisées entre Doha et Téhéran. Un conflit armé aurait des conséquences dramatiques pour l'émirat. Solidaire du monde sunnite face au chiisme, Doha est ainsi contraint de composer avec Téhéran. Le 5 septembre 2010, lors de sa cinquième visite en Iran depuis 2005, l'Emir affirme ainsi sa volonté que le Qatar soit parmi les pays du CCG celui qui entretient les meilleures relations avec Téhéran<sup>5</sup>. Dès le mois de mars 2005, un accord de sécurité a même été signé avec l'Iran.

Une puissance économique incontestable, un territoire dépourvu de profondeur stratégique, et ces deux préoccupations sécuritaires, ont conduit l'Emir à adopter une stratégie fondée sur l'interdépendance. Il s'agit de développer avec les puissances principales des intérêts croisés qui fassent du Qatar un partenaire important sur les plans diplomatique, économique et financier. Ainsi, si une crise survenait, ses ennemis potentiels pourraient être dissuadés de l'agresser eu égard aux sanctions que ne manqueraient pas de prendre ses puissants partenaires.

### ***Des relations d'intérêts réciproques***

Le pouvoir politique de l'Émir et le succès de sa stratégie dépendent de la prospérité du pays. Or face à la perspective de réduction des profits d'origine pétrolière et gazière, le Qatar sait qu'il doit « exister » au sein de la communauté internationale, mais aussi diversifier son économie. Les relations avec la France s'intègrent ainsi dans cette double orientation.

---

<sup>2</sup> Rapport 2012 d'Amnesty International « La situation des droits humains : Etat du Qatar » -

<sup>3</sup> Bourgey A., in article Qatar de l'Encyclopédie Universalis

<sup>4</sup> Mikail B., in Revue internationale et stratégique. « Le paradoxe diplomatique du Qatar comme moyen d'accès à la consécration », 2008/1, n°69, p.33 – disponible sur Cairn.info

<sup>5</sup> In El Watan – 21 décembre 2010 – « L'émir du Qatar en visite en Iran: Rapprochement stratégique entre Doha et Téhéran »

A l'heure où le Qatar investit dans le monde entier, il n'est pas étonnant qu'il s'intéresse tout particulièrement à l'Hexagone. Le Qatar fait partie du paysage français et cela contribue à sa visibilité internationale.

La France, sans toutefois en être la seule cible<sup>6</sup>, constitue un point important de la politique d'investissements «tous azimuts» du petit émirat du Golfe<sup>7</sup> : des hôtels particuliers, le siège de la banque HSBC sur les Champs-Élysées<sup>8</sup>, le Royal Monceau, le Centre Kleber au pied de l'Arc de triomphe<sup>9</sup>, 5 % du capital de Veolia environnement.<sup>10</sup> Aujourd'hui, le capital de Lagardère (un groupe 100% medias) est possédé à hauteur de 12,83 % par le Qatar qui devient le premier actionnaire du groupe, devant A. Lagardère<sup>11</sup>.

L'achat de 70 % du capital du club PSG de football, couplé à la création en juin 2012 d'une chaîne francophone spécialisée dans le sport, dénommée Beln Sport 1 (suivie de Beln Sport 2) et au rachat des droits de diffusion de la Ligue 1 de football, est une illustration de l'intérêt récent porté au sport par le Qatar. Il y voit un complément utile à l'outil de propagande que la chaîne de télévision Al-Jazeera fournit à l'Emir depuis 1996.<sup>12</sup> Cette démarche, appuyée sur un club et une chaîne de télévision dédiée, est tout à fait stratégique<sup>13</sup> mais aussi certainement plus populaire et moins polémique que celle d'Al-Jazeera, chaîne d'informations avec laquelle l'Emir rencontre périodiquement des difficultés.

Investir dans le football, sport populaire universel qui mobilise les foules et dans l'image qui en est distribuée par la télévision, constitue pour l'Emir une véritable «diplomatie sportive» ainsi que la désigne P. Boniface<sup>14</sup>.

La crise financière que connaissent l'Europe et la France en particulier depuis 2008, en réduisant l'offre d'investissements, a favorisé la recevabilité des propositions qataries. Si B. Delanoé pouvait tenir en 2006 des propos empreints d'une certaine morgue à l'égard d'une proposition d'achat du PSG, à partir de 2007 la situation est différente. Avec la crise financière, en quelques mois, les grands trésoriers de la planète se retrouvent à court de liquidités et c'est vers le Golfe que les multinationales choisissent de se tourner pour trouver des sources de financements mais aussi des relais de croissance puisque la France voit certains de ses fleurons investir dans l'émirat où ils peuvent y trouver des relais de croissance. Les contrats d'envergure qu'offre le Qatar, séduisent les entreprises françaises, tels Vinci ou Bouygues, ou encore le groupe Technip. Ce dernier a d'ailleurs conduit à Ras Laffan l'un des plus grands chantiers de son histoire, employant jusqu'à 72000 personnes sur le site. La perspective de contrats mirobolants, à l'image des neufs stades et des milliers de chambres qu'il faudra construire pour accueillir le Mondial de 2022<sup>15</sup>, mobilise aussi ces entreprises.

Il est donc légitime de penser, comme G. Paris<sup>16</sup>, que la crise a permis au Qatar de proposer une

---

<sup>6</sup> Le Qatar investit sur le long terme et n'achète pas sans escompter des gains financiers, recherchant ainsi, le plus souvent, un retour sur investissements. Ainsi investit-il au Royaume-Uni (achat de la plus haute tour d'Europe, du magasin Harrods), en Espagne, au Luxembourg et en Suisse notamment.

Pour autant, le Qatar (Qatari Investment Authority : 85 G\$) n'est qu'un investisseur secondaire par rapport aux autres investisseurs du Golfe, tel Abu Dhabi (Abu Dhabi I. A. : 627 G\$), et cela même en France. In Mathieu B., Meignan G, L'Expansion, n°772, 1<sup>er</sup> mars 2012

<sup>7</sup> Dazi-Heni F., à la conférence de l'IFRI « La diplomatie arabe du Qatar » 8 février 2012 à Paris.

<sup>8</sup> Bavarel P., in Le Parisien, 28 février 2012 - « A Paris, l'émirat investit dans la pierre et le sport. »

<sup>9</sup> Ayad C., Barthe B., Nougayrède N., in Le Monde, Horizons, 22 mars 2012 - «Notre ami l'Emir».

<sup>10</sup> Barthe B., in Le Monde, 26 et 27 février 2012 - « Qatar Les ambitions démesurées d'une micro-monarchie »

<sup>11</sup> Orange M., in Mediapart (site web), 3 avril 2012 - «Le Qatar met Arnaud Lagardère sous tutelle»

<sup>12</sup> Gougis R., in Le Midi Libre, 14 février 2012 - «Le Qatar envahit la planète sport».

<sup>13</sup> Gonzales P., in Le Figaro économie, 24 mai 2012, - « Al-Jazeera, le rouleau compresseur du Qatar ».

<sup>14</sup> Boniface P., directeur de l'IRIS, in Challenges, 16 février 2012 - « Le Qatar pratique une diplomatie pragmatique »

<sup>15</sup> Silbert N., In Les Echos n°21108, l'enquête, 24 janvier 2012 - «France-Qatar, les relations particulières».

<sup>16</sup> Paris G., In Le Monde, 4 janvier 2012 - « Entre le cheik Hamad et M. Sarkozy, une relation privilégiée »

aide et des opportunités aux entreprises françaises en échange d'un certain accroissement de son influence.

### ***La dimension stratégique***

Ces investissements croisés et cette relation franco-qatarie s'inscrivent dans une histoire qui dévoile une modification profonde des priorités. Il y a plus de 30 ans, le père de l'actuel Émir portait déjà de l'intérêt à la France avec un tropisme tout particulier pour la Côte d'Azur. Dès 1980, le Qatar commande à la France des Mirages. Quelques années plus tard, la France sera le fournisseur de 80% des équipements militaires de ce pays. En 1995, l'émir Cheikh Hamad est très reconnaissant à la France de son comportement lorsqu'il décide de déposer son père. J. Chirac, nouvellement élu, évite à cette occasion de répondre à la demande du père de l'Émir, d'activer l'accord de défense bilatéral signé en 1994. Cette pratique de la «sourde oreille»<sup>17</sup> par la France facilite le succès du coup de force. Une relation renforcée entre la France et le Qatar émerge qui repose sur des rapports de confiance<sup>18</sup>, conduisant certains à qualifier l'émirat de «francophile»...

Il n'en reste pas moins que cet intérêt particulier pour la France soulève quelques interrogations auxquelles il peut être apporté des pistes de réponse. Certes, il semble que le quinquennat de N. Sarkozy ait créé des conditions très favorables au développement de relations étroites entre les deux pays du fait de la proximité du président français et de l'Émir, mais cette explication n'est cependant pas suffisante.

En fait, cette démarche s'inscrit sans doute également dans une logique stratégique<sup>19</sup> qui s'appuie sur l'analyse objective déjà évoquée plus haut. La France apparaît comme une assurance complémentaire de sécurité, à côté du contrat principal souscrit auprès des Américains, dont la fiabilité paraît douteuse tant ils sont suspectés d'être peu enclins à s'opposer aux ambitions de Riyad. Cette analyse est confirmée par G. Paris qui affirme que ces relations s'appuient sur la complémentarité entre le président ambitieux d'un pays de puissance moyenne et membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, et le souverain d'un micro-Etat disposant de ressources financières presque illimitées qui cherche à conforter son image et la sécurité de son pays.

Ces liens stratégiques se concrétisent dans le domaine de la défense<sup>20</sup>, par un accord signé en 1994 et complété en 1998. Ainsi 80% des matériels des armées qataries sont d'origine française tandis qu'un programme de coopération militaire et de sécurité apporte son soutien aux états-majors et à la Force de Sécurité Intérieure (FSI), complété chaque année par des actions de formation dans les écoles militaires françaises. La France contribue aussi aux projets de création d'une Académie de la FSI et à l'implantation d'une antenne de Saint-Cyr au Qatar. D'autres projets sont envisagés, telle la création d'un hôpital militaire, d'un Centre d'Instruction Naval et d'une école supérieure de guerre. Le Qatar est le 3ème client de la France au Moyen-Orient en matière d'armement ce qui lui confère une importance particulière.

### **Une relation suspecte**

---

<sup>17</sup> Dryef Z., in Rue89, 14 mars 2012 - Qatar : «Un Arabe pauvre est un Arabe, un Arabe riche est un riche»

<sup>18</sup> Lagarde D., in l'Express, 27 février 2009 – « Le Qatar, un émirat francophile »

<sup>19</sup> Site du Ministère de la Défense – EMA - CEMA : l'amiral Guillaud reçoit le chef d'état-major de l'armée de Terre du Qatar, 23 mai 2012

<sup>20</sup> In site diplomatie.gouv.fr – « Déplacement du directeur de la coopération militaire et de défense au Qatar » -

Cette relation entre le Qatar et la France n'en est pas moins critiquée en France, non pour des raisons économiques ou financières, mais plutôt à travers les interrogations que suscite l'ambiguïté de la politique extérieure de l'émirat. L'intérêt porté à la France soulève des inquiétudes car les objectifs poursuivis sont suspectés d'être en contradiction avec nos intérêts nationaux.

### ***Interdépendance au niveau politique***

Selon K. E. Bitar, directeur de recherches à l'IRIS, la relation entre la France et le Qatar a «pris son véritable envol après l'élection de N. Sarkozy»<sup>21</sup>. La première rencontre entre l'Emir Cheikh Hamad et N. Sarkozy remonterait à l'époque où ce dernier était ministre de l'Intérieur avant de le revoir en décembre 2005. L'Émir du Qatar fut d'ailleurs le premier chef d'État arabe reçu par N. Sarkozy après son élection en mai 2007, avant même H. Moubarak ou le roi d'Arabie Saoudite, jusque-là traditionnels alliés de la France dans le monde arabe. Il est vrai que le Qatar venait d'acheter 80 Airbus.

Il existe également d'autres raisons que les mobiles économiques à cette proximité entre les deux hommes. Réputé dans le monde arabe comme étant plus sensible à la cause israélienne qu'à celle des Palestiniens, N. Sarkozy a besoin du soutien de pays arabes pour construire une «politique arabe» différente de celle de son prédécesseur et le Qatar constitue un atout dans ce jeu. Ce pays jouera ainsi un rôle essentiel comme médiateur dans la libération des infirmières bulgares, mais aussi dans la prise en charge du système de compensation destiné à indemniser les familles de Benghazi dont les enfants ont été contaminés par le virus du sida<sup>22</sup>. Il facilitera la réintégration du président Bachar el-Assad dans la communauté internationale et permettra ainsi un rapprochement entre la France et la Syrie, dans la perspective du projet d'Union pour la Méditerranée. Il s'impliquera aussi dans le dossier du soldat franco-israélien G. Shalit libéré en octobre 2011.

Le Qatar contribuera également, par sa participation aux opérations en Libye, à ce que la France présente la campagne militaire comme soutenue par le monde arabe, critère important pour la communauté internationale. Plus tard, la livraison d'armes par le Qatar aux insurgés de Benghazi s'est révélée être une modalité plus simple à mettre en œuvre que l'appel à des démocraties contraintes de rendre des comptes devant leurs parlementaires. Cette complémentarité est officiellement valorisée par le porte-parole du ministère de la Défense qui, à travers le point de presse du 22 mars 2012, vante une coopération opérationnelle réussie et solide.<sup>23</sup>

D'autres hommes politiques de droite, tel D. de Villepin, entretiennent des relations parfois très poussées avec le Qatar. Ceux de gauche ne sont pas, pour autant, absents de cette relation et d'aucuns y ont leurs habitudes<sup>24</sup>.

Cette « intimité » entre certains des plus hauts responsables français –passés ou présents– et l'Emir souligne à quel point le Qatar peut influencer les affaires de notre pays. Les termes précis des échanges de soutien croisé dans divers dossiers n'ont pas toujours été explicites.

---

**21 In Rue 89, 14 mars 2012 – Entretien de Zineb Dryef avec KE Bitar Qatar : « Un Arabe pauvre est un Arabe, un Arabe riche est un riche »**

<sup>22</sup> Ayad C., in Libération, 2 août 2011 - . «La France, meilleure amie de l'émirat depuis 2007».

<sup>23</sup> Gachet G., porte parole du ministre de la Défense, G. Longuet , in AFP Infos françaises. Jeudi, 22 mars 2012- «Gérard Longuet ce week-end en Arabie et au Qatar».

<sup>24</sup> Leser E. in Slate Afrique – 6 juin 2012 – « Comment le Qatar a acheté la France (et s'est payé sa classe politique) »

Dans le même temps, il ne semble pas que le peu de cas que fait le Qatar des valeurs auxquelles notre pays est attaché<sup>25</sup> suscite beaucoup de réserve de la part de ces mêmes responsables. Cette attitude, comme dans d'autres cas, ne contribue pas à affirmer les convictions de la République française. L'accession de F. Hollande à la fonction présidentielle, même si elle a été marquée par une certaine retenue<sup>26</sup> –en rupture avec les relations très personnalisées de son prédécesseur– a été néanmoins accompagnée par des visites précoces au Qatar de l'actuel ministre des Affaires étrangères, L. Fabius. En novembre 2012, F. Hollande s'est rendu en Arabie saoudite<sup>27</sup>, pour une visite au roi Abdallah certes courte, mais qui semble matérialiser sa volonté de réchauffer des relations que le quinquennat précédent avait négligées au profit du Qatar. Aucune visite présidentielle n'est aujourd'hui programmée au Qatar.

### ***Le Qatar acteur politique potentiellement en contradiction avec les intérêts français***

D'un point de vue économique, les investissements qataris en France peuvent constituer pour notre pays une réelle chance, au même titre que la proximité politique France-Qatar peut servir utilement les intérêts nationaux des deux pays. Mais des zones d'ombre demeurent, à la fois en termes de relations internationales et sur le plan interne français.

#### *Sur le plan des relations internationales*

Le Qatar est un pays particulier dont les objectifs ne sont pas parfaitement lisibles.

Sur le plan financier d'une part, si certaines ressources apparaissent clairement dans le budget de l'Emirat, une grande partie de l'emploi des revenus gaziers et pétroliers reste difficile à identifier tant la gouvernance de ce pays se confond avec le pouvoir décisionnaire de la famille Al Thani. La redistribution des produits de la rente pétrolière entre l'Emir, sa famille et l'Etat n'est pas connue. Des moyens financiers considérables servent ainsi leurs intérêts selon des voies qui restent occultes. Rappelons que le Qatar est un Etat wahhabite et très conservateur, qui s'emploie à un prosélytisme déterminé dont la dynamique ne se réduit d'ailleurs pas au monde arabe.

Il apparaît ainsi que le Qatar soutient des factions islamistes dans les crises et les conflits tels ceux en Libye<sup>28</sup> et en Syrie<sup>29</sup>. Lors du conflit en Libye, il a été suspecté d'appuyer les combattants libyens islamistes, notamment par l'envoi de conseillers militaires qataris qui auraient largement privilégié les groupes les plus radicaux engagés dans la promotion d'un régime islamiste<sup>30</sup>.

Profitant des révoltes arabes, ce pays a apporté son soutien aux mouvements salafistes, voire djihadistes, tunisiens<sup>31</sup> et égyptiens<sup>32</sup>. En Tunisie, des témoignages de manifestants affirmant qu'ils avaient reçu des incitations financières provenant d'associations caritatives, réputées soutenues par le Qatar, pour participer à des actions protestataires violentes ont même été recueillis.

---

<sup>25</sup> Introduction du rapport 2011 d'Amnesty International « La situation des droits humains : Etat du Qatar »

<sup>26</sup> Assaf F., in Middle east strategic perspectives 11 juin 2012 – « France– Qatar : vers une « normalisation » des relations entre Paris et Doha »

<sup>27</sup> [Chaffanjon C.](#), envoyée spéciale du Point à Djedda, in Le Point – 5 novembre 2012 – « Arabie saoudite : la courtoise diplomatie de Hollande »

<sup>28</sup> Nasr W., in Site affaires stratégiques IRIS – 12 décembre 2012 – « Sommes-nous au début d'un chaos libyen ? »

<sup>29</sup> Martin C., in Ouest France – 13 mars 2012 – « Syrie : le Qatar préconise la voie de la force »

<sup>30</sup> Pons F., in Valeurs actuels, 12 janvier 2012 - . « Tripoli sous la loi des « katibas » »

<sup>31</sup> In site Kapitalis, 1er juin 2012 – « La révolution tunisienne doit beaucoup au Qatar et à son émir », affirme Ghannouchi »

<sup>32</sup> In Le Monde, 17 janvier 2012 – à titre d'exemple, le parti Al-Nour : « L'ombre du Golfe plane sur les finances d'Al-Nour »

Ces assertions, même s'il est difficile d'en apporter la preuve, ont été reprises régulièrement à la fois par la presse mais aussi lors de rencontres et de colloques. Elles semblent suffisamment crédibles pour inquiéter les responsables français quant à l'évolution de la situation sécuritaire, par exemple en Libye, au point que le président français aurait fait part au nouveau pouvoir libyen, à huis clos, de sa réserve sous la forme : «Ne vous laissez pas faire par les Qataris»<sup>33</sup>.

Plus récemment encore en juillet 2012, le Qatar est accusé au Nord-Mali d'apporter un soutien financier et militaire aux islamistes radicaux qui sèment le chaos dans le pays<sup>34</sup>. L'Emir, défenseur de l'islam sunnite, a l'ambition d'apparaître comme le fer de lance de tous les combats chers aux musulmans. Lors d'une conférence internationale sur Jérusalem, dénonçant l'extension du contrôle d'Israël sur le secteur Est de la ville, il a appelé l'ONU à enquêter sur la judaïsation d'Al-Qods<sup>35</sup>. Plus problématique est l'engagement qatari aux côtés des mouvances wahhabites qui soutiennent les mouvements, parmi les plus violents et les moins tolérants, promouvant un islam rigoriste. La destruction par Ansar Eddine des mausolées de saints à Tombouctou en est un exemple illustratif<sup>36</sup>. C'est pour les mêmes raisons, de lutte contre le culte des saints et d'interdiction de la représentation humaine, qu'ont été détruits tous les mausolées qui existaient en Arabie saoudite, même ceux des compagnons du Prophète... mais aussi des mosquées et des sites historiques de l'islam et, en Afghanistan, les Boudhas de Bamiyan en 2001. Cette intolérance wahhabite, y compris à l'égard de la diversité musulmane, constitue une réelle menace.

Tous ces agissements sont connus des puissances occidentales qui laissent faire, tant la manne gazière et la position du pays dans le Golfe est stratégique.

Cependant le soutien aux mouvements islamistes ne se limite pas à des apports humains et financiers. Il prend aussi la forme d'une promotion médiatique, dans laquelle le rôle d'Al-Jazeera est central. Cette chaîne, créée en anglais, a connu quelques déclinaisons à destination de la Turquie et des Balkans, puis vers certains pays africains en swahili. Aujourd'hui ce sont les pays francophones qui sont ciblés, Al-Jazira prévoyant de créer avant la fin 2012 une chaîne d'information en français depuis Dakar.

Le contenu de cette chaîne reste très ambigu. Si Al-Jazeera programme des débats ouverts et variés, elle constitue aussi un outil de propagande du wahabbisme qatari, défendant une interprétation conservatrice voire archaïque de l'Islam, à l'image des modèles de société dont la chaîne fait la promotion.

Un incident récent renforce encore les craintes que ces agissements peuvent inspirer. Alors que le Qatar affirme conduire<sup>37</sup> une "véritable politique de promotion de la francophonie sur son territoire", justifiant ainsi son adhésion comme membre associé de l'Organisation internationale de la francophonie, l'émirat n'hésite pas à pratiquer un interventionnisme régulier<sup>38</sup> dans les programmes du lycée franco-qatarien Voltaire de Doha. Ce lycée, inauguré le 15 janvier 2008 par le Président Nicolas Sarkozy, est géré par la Mission laïque française qui exerce également un mandat pédagogique, les programmes étant homologués par l'Education nationale. Or, il y a un an et demi, l'émirat wahhabite avait interdit un ouvrage d'histoire-géographie de classe de 5<sup>ième</sup>, traitant, entre

---

<sup>33</sup> Boltanski C., Janvert V., in *Le nouvel Observateur*, 29 décembre 2011 - «Qatar. L'ambition démesurée d'un émirat »

<sup>34</sup> Soubrouillard R., in *Marianne* 2 - « Au Mali, le Qatar investit dans le djihadisme... » .

<sup>35</sup> In AFP, 26 février 2012 - « Le Qatar appelle l'ONU à enquêter sur la judaïsation de Jérusalem »

<sup>36</sup> Charfi A. in *Jeune Afrique*, 3 juillet 2012 - « Abdelmajid Charfi : "Au Mali, Ansar Eddine est sous l'influence directe du wahhabisme" »

<sup>37</sup> In TF1 News, 7 novembre 2012 - « Investissements, francophonie : le Qatar justifie sa politique »

<sup>38</sup> Beyer C., in *Le Figaro*, 2 novembre 2012 - «La Mission laïque française priée de quitter le Qatar »

autres, de la chrétienté au Moyen-âge. Celui-ci a finalement été réintroduit. En revanche, un manuel d'enseignement de la langue arabe a été remplacé par un autre, mêlant apprentissage de la langue et de la religion.

Les frictions qui sont nées de ces ingérences conduisent la Mission laïque à quitter le Qatar en décembre 2012 et la partie qatarienne annonce son intention de créer dans le Golfe et en Afrique d'autres établissements sur le modèle du lycée Voltaire de Doha.

Il semble légitime de s'interroger sur cette attitude qui paraît vouloir s'approprier des outils éducatifs respectant les valeurs laïques de la République pour les transformer en des instruments de normalisation religieuse.

Ces diverses actions de l'Emirat dans des régions d'intérêt historique, politique et économique, traditionnel de la France (Maghreb, Proche-Orient etc..) ne sont pas précisément concourantes avec les choix, les attentes et les priorités de notre pays.

### *Sur le plan intérieur*

La chaîne en français sera accessible non seulement aux téléspectateurs du Maghreb mais aussi à ceux de France.<sup>39</sup> L'implantation à Dakar plutôt qu'à Paris montre que le projet a voulu s'affranchir des contraintes qu'il pourrait subir en cas d'installation sur le territoire français. Cette initiative constitue une intrusion dans la société française qui peut représenter un risque de manipulation des auditoires. Le président N. Sarkozy semble ne pas s'y être trompé en demandant dès le début 2012, année électorale, de retarder l'ouverture de cette chaîne.<sup>40</sup>

De même la présence du Qatar dans les groupes Lagardère et Vivendi, à des niveaux élevés, donne à cet actionnaire une place privilégiée dans les medias, les télécom et les chaînes de télévision française. Elle lui permet d'influencer les flux financiers et donc la liberté d'action de ces acteurs de l'opinion et de la communication en France. Elle permet aussi de conforter la place d'Al-Jazeera, qui n'a pas, à tout le moins, la réputation d'une grande autonomie critique du pouvoir qatari.

Le Qatar, souvent cité comme soutien des mouvements islamistes en Libye, en Tunisie, au Sahel, en Egypte, en Syrie, etc., s'intéresse également aux associations françaises gestionnaires de mosquées et aux centres culturels islamistes en France. On peut alors redouter que le message préconisé en retour d'investissement soit semblable aux discours que nous entendons dans ces pays.

Il est certain, dans ces conditions, que la mise à disposition de 50 millions d'euros par le Qatar au profit de jeunes de banlieues en France, par l'intermédiaire d'une association (Aneld) porteuse du projet, ne pouvait qu'inquiéter. L'objectif affiché était d'alimenter l'économie des quartiers sensibles et notamment d'aider à la création d'entreprises. Pour autant, il était difficile de croire à une action purement charitable. Depuis mai 2012, l'Etat français a souhaité conserver le contrôle de cet investissement étranger. Il semblerait que le Qatar ait finalement accepté d'affecter ces fonds à des projets qu'il choisirait sur une liste proposée par le gouvernement français<sup>41</sup>. De fait, l'articulation a été précisée en septembre<sup>42</sup> autour d'un fonds global de 100 millions d'euros

---

<sup>39</sup> Gonzales P. et Malbrunot G., in Le Figaro, 28 mai 2012 - «Al Jazeera prépare une chaîne d'info en français»

<sup>40</sup> Belkaid A., in Slate Afrique, 27 mars 2012 – « Al-Jazeera en langue française, la chaîne interdite? »

<sup>41</sup> Barthe B., in Le Monde, 25 juin 2012 – « Le Qatar réoriente son fonds banlieue de 50 millions d'euros vers les PME »

<sup>42</sup> Barthe B., in Le Monde, 25 septembre 2012, « Banlieues : le fonds Qatar sera abondé par l'Etat et le privé)

abondé par Paris et Doha, également ouvert au privé notamment les entreprises ayant des intérêts au Qatar, et destiné à soutenir les territoires déshérités français, y compris en zone rurale. Une commission d'attribution sera mise en place pour juger de la pertinence des dossiers.,

Il apparaît donc bien que les décisions et les actions du Qatar sont susceptibles d'entrer en conflit avec les intérêts internationaux de la France ou de nuire à la stabilité intérieure de notre pays. Il convient alors d'être vigilant comme le soulignait récemment A. Sfeir.<sup>43</sup>

## Conclusion

Les relations entre le Qatar et la France apparaissent comme denses, diverses, éclectiques mais souvent aussi comme répondant à des priorités difficiles à identifier. Il s'ensuit des suspicions et des polémiques dont la presse française se fait obligeamment l'écho, sans doute de façon excessive.

Le Qatar souhaite diversifier les sources de ses revenus mais aussi se préserver d'événements régionaux qui pourraient nuire à sa pérennité. Il paraît à la fois naturel et légitime que ce pays se tourne vers certains pays d'Europe et spécifiquement la France. Le renforcement des relations qui en découle est alors profitable aux deux parties. Il convient d'ailleurs de souligner que d'autres pays du golfe arabo-persique poursuivent la même stratégie, avec parfois une ampleur encore plus importante, plus discrètement il est vrai, mais sans être l'objet des mêmes polémiques.

L'Emirat est aujourd'hui un acteur présent sur la scène internationale avec des ambitions qui lui sont propres. Ses priorités ne sont pas forcément celles de la France.

Il importe donc de prévenir des dérives qui pourraient, dans le cadre d'agendas cachés, nuire aux intérêts nationaux français. Deux préoccupations semblent devoir être plus particulièrement soulignées :

- Eviter qu'une trop grande proximité personnelle des décideurs, de part et d'autre, ou encore qu'une trop lourde dépendance financière de sociétés d'importance stratégique, pèsent sur la capacité de la France à dénoncer des politiques et des interventions internationales du Qatar qui seraient contraires aux intérêts et aux valeurs de notre pays ;
- Se préserver de toute stratégie venant de l'étranger qui aurait pour objectif, à travers des financements, des organes de presse ou des moyens de communication, de promouvoir en France des idéologies et des valeurs en contradiction avec ceux de la République.

Répondre à ces soucis n'est pas chose aisée dans un pays libéral, démocratique et ouvert à la globalisation. Il appartient aux décideurs politiques d'avoir une juste évaluation des risques et de mettre en place les «outils garde-fou » indispensables à la préservation de nos intérêts nationaux, y compris contre les intérêts particuliers.

Toulon, le 20 novembre 2012

---

<sup>43</sup> Sfeir A, La Provence, 8 février 2012 – «Le Qatar est en train de nous endormir »